Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2024

- **Produits des activités ordinaires de 1 088,5 millions $, par rapport à 993,2 millions $ pour l'exercice précédent**
- **Résultat par action (RPA) de 0,18 $, par rapport à 0,14 $ pour l'exercice précédent**
- **RPA ajusté[1] de 0,27 $, par rapport à 0,19 $ pour l'exercice précédent**
- **Résultat opérationnel de 100,6 millions $, par rapport à 102,1 millions $ pour l'exercice précédent**
- **Résultat opérationnel sectoriel ajusté[1] de 138,5 millions $, par rapport à 124,7 millions $ pour l'exercice précédent**
- **Prises de commandes ajustées[1] de 1 183,6 millions $ et carnet de commandes ajusté[1] record de 11,8 milliards $**
- **Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté[1] de 3,16, par rapport à 3,22 à la fin du trimestre précédent**
- **Annonce de la vente du secteur Santé après la clôture du trimestre**

***Montréal (Canada), le 14 novembre 2023* – (NYSE : CAE; TSX : CAE) –** CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 1 088,5 millions $ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024, comparativement à 993,2 millions $ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA s'est établi à 0,18 $ au deuxième trimestre, comparativement à 0,14 $ pour l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,27 $ au deuxième trimestre, comparativement à 0,19 $ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 100,6 millions $ (9,2 % des produits des activités ordinaires[1]), comparativement à 102,1 millions $ (10,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Au deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 138,5 millions $ (12,7 % des produits des activités ordinaires[1]), par rapport à 124,7 millions $ (12,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les montants par action)	**T2-2024**	T2-2023	*Variation en %*
Produits des activités ordinaires	**1 088,5 $**	993,2 $	*10 %*
Résultat opérationnel	**100,6 $**	102,1 $	*(1) %*
Résultat opérationnel sectoriel ajusté[1]	**138,5 $**	124,7 $	*11 %*
En % des produits des activités ordinaires[1]	***12,7 %***	*12,6 %*	
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**58,4 $**	44,5 $	*31 %*
Résultat par action (RPA)	**0,18 $**	0,14 $	*29 %*
RPA ajusté[1]	**0,27 $**	0,19 $	*42 %*
Prises de commandes ajustées[1]	**1 183,6 $**	1 294,6 $	*(9) %*
Carnet de commandes ajusté[1]	**11 773,1 $**	10 637,9 $	*11 %*

[1] Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

« Dans l'ensemble, nous avons enregistré de bons résultats au deuxième trimestre, avec une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires et du résultat net, principalement grâce à la forte dynamique du secteur Civil et à l'apport plus élevé du secteur Défense par rapport à l'exercice précédent. Nous avons également renforcé notre situation financière et nous sommes en bonne voie pour atteindre notre objectif de désendettement à court terme », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons fait d'excellents progrès au cours du trimestre pour assurer l'avenir de CAE avec des prises de commandes totales ajustées de près de 1,2 milliard $, pour un carnet de commandes ajusté record de 11,8 milliards $. Les commandes du secteur Civil incluent notamment 15 simulateurs de vol, des ententes de formation à long terme et des contrats pour nos solutions axées sur les opérations aériennes et la gestion des équipages de prochaine génération. Dans le secteur Défense, nous avons continué d'augmenter notre carnet de commandes avec des commandes supérieures aux produits des activités ordinaires au cours du trimestre pour des solutions de formation fondées sur la simulation et des services de soutien. Après la clôture du trimestre, nous avons annoncé un accord définitif pour vendre notre division Santé sur la base d'une valeur d'entreprise de 311 millions $, décision qui place CAE en meilleure position pour répartir efficacement les capitaux et les ressources de manière à tirer parti des occasions de croissance dans nos vastes marchés principaux de la simulation et de la formation. Nous sommes fiers de l'apport considérable de CAE Santé à la sécurité des patients et nous nous attendons à ce que cet apport se poursuive. Le secteur Santé, sous la direction de ses excellents dirigeants et de ses nouveaux propriétaires, sera bien placé pour générer une croissance future axée sur l'évolution de la simulation de façon à favoriser la sécurité des patients et la qualité des résultats. En ce qui concerne l'avenir, nous prévoyons maintenant pour notre secteur Civil une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté de l'ordre de 15 % à 19 % pour l'exercice. La croissance plus élevée que nous prévoyons repose sur nos solides résultats dans toutes les régions depuis le début de l'exercice, y compris en Asie, qui accusait un retard sur la reprise mondiale du transport aérien. Nous avons également une bonne visibilité sur la demande étant donné la nature réglementée de la formation aéronautique. Nous nous attendons à ce que les résultats du secteur Civil soient plus marqués au quatrième trimestre, compte tenu des livraisons prévues de simulateurs et du caractère saisonnier de la formation. Dans le secteur Défense, nous poursuivrons la transformation de nos activités en regarnissant notre carnet de commandes avec des programmes plus rentables et en délaissant les contrats existants qui ont été les plus touchés par les pressions inflationnistes. L'incertitude qui règne sur les crédits budgétaires américains entraîne des retards au niveau de l'intensification prévue des nouveaux programmes en carnet et de l'obtention des contrats que nous prévoyons tirer de notre éventail d'occasions d'affaires. Ainsi, nous prévoyons à l'heure actuelle que le pourcentage de la marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Défense demeurera dans le milieu de la fourchette à un chiffre au deuxième semestre. L'inflexion positive prévue pour les résultats du secteur Défense devrait survenir au prochain exercice, mais dépendra ultimement de la durée et de l'ampleur des retards au niveau des nouveaux programmes dans l'environnement actuel. Nous nous efforçons de nous retirer des contrats existants dès que possible et de réduire les pressions sur les coûts qui leur sont associés. Nous sommes toujours très satisfaits du profil de marge rentable généré par nos nouveaux contrats, qui continue de justifier notre confiance en notre objectif consistant à dégager une marge se chiffrant dans le bas de la fourchette à deux chiffres de façon régulière. Nous demeurons très encouragés par les tendances favorables à long terme qui se dessinent dans tous les secteurs et par la croissance que nous prévoyons atteindre grâce à notre leadership technologique mondial et à la puissance d'Un CAE. »

Aviation civile (Civil)

Au deuxième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 572,6 millions $, par rapport à 507,2 millions $ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 88,4 millions $ (15,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 88,4 millions $ (17,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 114,3 millions $ (20,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 104,4 millions $ (20,6 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 11 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 71 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 617,8 millions $, notamment une série de contrats commerciaux à long terme et d'ententes de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires et des contrats visant la vente de 15 FFS, portant le total des commandes du secteur Civil à 37 FFS pour le premier semestre de l'exercice.

Les principaux contrats obtenus par le secteur Civil pour le trimestre incluent notamment la vente de 15 FFS, y compris la vente sur plusieurs années de six simulateurs Boeing B737 Max à Ryanair ainsi que la conversion en commandes fermes de deux options existantes que cette dernière détenait à l'égard de simulateurs B737 Max, et la vente de deux FFS Airbus A320 à United Airlines. Dans le domaine de l'aviation commerciale, le secteur Civil a conclu un contrat pluriannuel pour une entente de formation aéronautique avec Delta Airlines; et dans le domaine de l'aviation d'affaires, une entente de formation de deux ans avec Windrose Air Jetcharter GmbH. Dans le domaine des Solutions pour les opérations aériennes, le secteur Civil a conclu des contrats à long terme avec Wizz Air et Air India pour des solutions axées sur les opérations aériennes et la gestion des équipages de prochaine génération.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes[1] du secteur Civil s'est établi à 1,08 pour le trimestre et à 1,27 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à un montant record de 5,9 milliards $ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

(montants en millions)	**T2-2024**	T2-2023	*Variation en %*
Produits des activités ordinaires	**572,6 $**	507,2 $	*13 %*
Résultat opérationnel	**88,4 $**	88,4 $	*— %*
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**114,3 $**	104,4 $	*9 %*
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***20,0 %***	*20,6 %*	
Prises de commandes ajustées	**617,8 $**	751,1 $	*(18) %*
Carnet de commandes ajusté	**5 903,1 $**	5 457,1 $	*8 %*
Renseignements non financiers supplémentaires			
Nombre équivalent de simulateurs	**268**	252	*6 %*
FFS dans le réseau de CAE	**331**	315	*5 %*
FFS livrés	**11**	10	*10 %*
Taux d'utilisation	**71 %**	66 %	*8 %*

Défense et Sécurité (Défense)

Au deuxième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 477,4 millions $, par rapport à 442,4 millions $ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 9,3 millions $ (1,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 12,1 millions $ (2,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 21,3 millions $ (4,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 18,4 millions $ (4,2 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 527,3 millions $ et des contrats non financés additionnels d'une valeur de 155,5 millions $.

Parmi les principaux contrats obtenus par le secteur Défense, mentionnons un contrat pour l'entraînement fondé sur la simulation de l'important système aéroporté de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) de prochaine génération de l'armée américaine, le système HADES (High Accuracy Detection and Exploitation System), qui est basé sur l'avion d'affaires Bombardier Global 6000/6500. Le secteur a également conclu un contrat en partenariat avec Bell Textron pour soutenir le programme de prochaine génération Future Long Range Assault Aircraft de l'armée américaine. Dans le cadre du partenariat avec Bell visant la famille de systèmes Future Vertical

Lift, CAE prévoit fournir des dispositifs de formation à la maintenance, aider à la conception de dispositifs de formation au pilotage et livrer d'autres solutions de formation. Le secteur Défense a également obtenu un contrat de l'armée américaine pour fournir des services avancés de soutien à l'entraînement au pilotage d'hélicoptère, tant pour les membres d'équipage que pour les autres postes. Le secteur Défense a obtenu des contrats pour la modification et la maintenance des dispositifs d'entraînement sur F-16 de la U.S. Air Force, ainsi que pour la mise à niveau de divers dispositifs d'entraînement.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,10 pour le trimestre et à 0,93 pour les 12 derniers mois (excluant le carnet de commandes non financé d'une valeur de 155,5 millions $). Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 5,9 milliards $ à la fin du trimestre. L'éventail d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 9,5 milliards $ sont en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

(montants en millions)	**T2-2024**	T2-2023	*Variation en %*
Produits des activités ordinaires	**477,4 $**	442,4 $	*8 %*
Résultat opérationnel	**9,3 $**	12,1 $	*(23) %*
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**21,3 $**	18,4 $	*16 %*
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***4,5 %***	*4,2 %*	
Prises de commandes ajustées	**527,3 $**	499,9 $	*5 %*
Carnet de commandes ajusté	**5 870,0 $**	5 180,8 $	*13 %*

Santé

Au deuxième trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 38,5 millions $, par rapport à 43,6 millions $ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 2,9 millions $ (7,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 1,6 million $ (3,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 2,9 millions $ (7,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 1,9 million $ (4,4 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Après la clôture du trimestre, CAE a annoncé un accord définitif pour vendre sa division Santé à Madison Industries sur la base d'une valeur d'entreprise de 311 millions $, sous réserve des ajustements habituels. Cette transaction place CAE en meilleure position pour répartir efficacement les capitaux et les ressources de manière à tirer parti des occasions de croissance qui se profilent à l'horizon dans ses principaux marchés beaucoup plus vastes de la simulation et de la formation. La clôture de la transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture, incluant les approbations réglementaires habituelles, est prévue avant la fin de l'exercice 2024. Le produit de la vente servira principalement à accélérer le désendettement ainsi qu'à soutenir la priorité que CAE accorde à l'avancement de la technologie, au leadership sur le marché et à l'optimisation des coûts dans ses principaux marchés de la formation et de la simulation.

Sommaire des résultats – Santé

(montants en millions)	**T2-2024**	T2-2023	*Variation en %*
Produits des activités ordinaires	**38,5 $**	43,6 $	*(12) %*
Résultat opérationnel	**2,9 $**	1,6 $	*81 %*
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**2,9 $**	1,9 $	*53 %*
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***7,5 %***	*4,4 %*	

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 37,9 millions $ au deuxième trimestre de l'exercice 2024, essentiellement au titre de l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes et de celle de la division Formation militaire de L3Harris Technologies.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 180,2 millions $ pour le trimestre, comparativement à 138,0 millions $ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles[(1)] se sont fixés à 147,5 millions $ ce trimestre, comparativement à 108,4 millions $ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation traduit en grande partie l'apport accru du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par le repli des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles.

Le produit d'impôt sur le résultat s'est établi à 8,5 millions $ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif négatif de 16 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de 24 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté[(1)], qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à néant pour le trimestre, comparativement à 24 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés antérieurement, qui a eu une incidence positive d'environ 0,05 $ sur le RPA du trimestre considéré.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance[(1)] ont totalisé 61,9 millions $ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette[(1)] était de 3 184,5 millions $ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté[(1)] était de 3,16. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 166,4 millions $ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,22.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 48,0 millions $, comparativement à 54,1 millions $ au trimestre précédent et à 41,3 millions $ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le rendement du capital utilisé ajusté[(1)] s'est établi à 7,0 % pour le trimestre, comparativement à 6,6 % au trimestre précédent et à 5,1 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

[(1)] Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Au cours du trimestre, CAE a terminé sa première évaluation Ecovadis. Utilisé par les principaux fabricants OEM du secteur de l'aéronautique et de la défense, Ecovadis est l'un des principaux organismes de notation de la durabilité des entreprises et se concentre sur l'évaluation de la profondeur et de la portée de l'intégration de la durabilité dans les processus et la chaîne d'approvisionnement d'une entreprise. Cette notation renforcera la capacité de CAE à saisir les occasions d'affaires futures et témoigne, une fois de plus, de la maturité de son engagement en matière de durabilité et de son rôle de chef de file en la matière au sein de son secteur d'activité. CAE est également fière d'avoir lancé son programme de reconnaissance des fournisseurs, soit le Prix d'excellence CAE Crystal. Cette initiative a permis de récompenser quatre fournisseurs qui incarnent l'excellence opérationnelle et l'engagement à soutenir CAE dans sa démarche de décarbonation. De plus, CAE a publié son tout premier Rapport sur l'égalité entre les genres, qui témoigne de son engagement envers la diversité et l'inclusivité, tant à l'interne que hors de ses murs. Enfin, CAE a amassé environ 1,3 million $ dans le cadre de sa campagne de financement CAE-Centraide 2023 par l'entremise de dons de la part des employés, d'activités de collecte de fonds

et d'un don de l'entreprise, en collaboration avec Unifor. CAE et ses employés sont extrêmement fiers de faire partie intégrante du tissu social du Grand Montréal.

Pour de plus amples renseignements sur la manière dont CAE soutient les efforts de décarbonation du secteur de l'aviation et contribue à un avenir plus durable pour tous, veuillez télécharger le rapport au Responsabilité sociale | CAE.

Perspectives de la direction mises à jour

CAE exécute une stratégie de croissance qui lui permettra de devenir une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Grâce à des investissements de croissance rentables et à une solide exécution, son secteur Civil, le plus important au sein de CAE, continue d'afficher un solide élan de croissance. La direction continue de cibler un taux de croissance composé du RPA de l'ordre de 25 % sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025), qui devrait être soutenu par la constance des bons résultats du secteur Civil et par l'initiative pluriannuelle de transformation en cours dans le secteur Défense. La réalisation des objectifs de croissance stratégiques de CAE devrait amener une base d'activités beaucoup plus importante et une structure de capital qui la doteront d'une marge de manœuvre pour équilibrer ses investissements dans son avenir avec les remboursements de capital à ses actionnaires.

La direction a une vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années, que sous-tendent des tendances à long terme favorables pour tous les secteurs d'activité. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités cruciales de formation et de soutien opérationnel numérique ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, ainsi que la forte demande prévue de formation de pilotes dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. La direction estime que le secteur Défense se trouve dans les premières étapes d'un cycle haussier prolongé, stimulé par un accent amplifié sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable, les engagements accrus des gouvernements en matière de modernisation et de préparation de la défense à la lumière des événements géopolitiques, ainsi que le besoin pour des solutions numériques et synthétiques immersives qui tirent parti de l'expertise de CAE en matière de simulation et de formation dans le domaine de l'aviation commerciale.

La Société s'attend à ce que le secteur Civil continue de croître à un rythme supérieur à celui du marché, grâce à la croissance et à la reprise du transport aérien de passagers, à la pénétration accrue de l'actuel marché potentiel des solutions de formation et de services aériens, ainsi qu'au niveau élevé et soutenu de la demande de pilotes et de formation des pilotes dans tous les segments de l'aviation civile. Pour l'exercice 2024, la direction a précédemment annoncé qu'elle prévoyait une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil de l'ordre de 13 % à 15 %. La direction prévoit maintenant une croissance encore plus élevée pour l'exercice en cours, soit de l'ordre de 15 % à 19 %. Le pourcentage de la marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté annuel prévu du secteur Civil demeure dans la fourchette annoncée pour l'exercice 2023, grâce à l'augmentation de la formation et à la hausse des volumes de livraison de FFS aux clients, ainsi qu'aux déploiements continus de simulateurs et à l'agrandissement du réseau mondial de formation de CAE. Le secteur Civil de CAE connaît un cycle saisonnier plus prononcé à l'exercice 2024, avec une performance plus marquée au second semestre de l'exercice, notamment au quatrième trimestre. En plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services aériens numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer une cinquantaine de FFS à des clients du monde entier au cours de l'exercice, dont environ la moitié au quatrième trimestre.

Le secteur Défense de CAE a entrepris une transformation pluriannuelle qui devrait donner lieu à un secteur considérablement plus grand et plus rentable. Le secteur Défense est déjà devenu la plus importante entreprise mondiale d'entraînement et de simulation, peu importe la plateforme, dans les cinq domaines du marché de la défense. Il est particulièrement bien placé pour tirer parti des solutions d'entraînement de premier plan de CAE

en aviation commerciale et pour révolutionner l'entraînement grâce à l'application d'analyses avancées et de technologies de pointe. Cette position devrait accroître le potentiel d'obtention de nouveaux contrats dans le monde, accroissement qu'accéléreront la capacité et la clientèle élargies. Les récents programmes stratégiques remportés par le secteur Défense, son carnet de commandes ajusté record de 5,9 milliards $ et ses soumissions et propositions d'une valeur de 9,5 milliards $ en attente d'une décision de clients sont autant de facteurs illustrant le bien-fondé de sa stratégie de transformation. À long terme, CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense, grâce à la conversion de ses soumissions en prises de commandes dont la marge est plus élevée et à l'exécution de contrats générant des profits élevés autant que durables.

À l'exercice 2024, le secteur Défense compte continuer de regarnir son carnet de commandes avec des programmes plus importants et plus rentables, intensifier l'exécution des contrats récemment obtenus et progresser dans la conclusion de ses contrats existants à plus faible marge. Même si les pressions inflationnistes sur les contrats existants demeurent limitées dans le temps, elles constituent le principal facteur expliquant les marges décevantes actuellement dégagées par le secteur. De plus, l'incertitude qui règne actuellement sur les crédits budgétaires américains a entraîné certains retards dans la mise en œuvre des nouveaux programmes de défense plus récents et à marge plus élevée en carnet ainsi que dans la conversion des appels d'offres en commandes auparavant prévues au cours de l'exercice. Les obstacles touchant les coûts des contrats existants restants, combinés aux retards dans le financement des programmes et l'attribution des contrats, ont une incidence sur le moment de l'inflexion positive prévue des marges du secteur Défense. La direction prévoit maintenant que le pourcentage de la marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté demeurera dans le milieu de la fourchette à un chiffre. L'inflexion positive prévue pour les résultats du secteur Défense devrait survenir au prochain exercice, mais dépendra ultimement de la durée et de l'ampleur des retards au niveau des nouveaux programmes dans l'environnement actuel. La direction demeure très axée sur l'exécution et le retrait de certains programmes existants, ainsi que sur la réduction des pressions limitées sur les coûts qui leur sont associés. L'inflexion positive du rendement du secteur Défense prendra plus de temps que prévu; cependant, les tendances indiquent que nous sommes dans la bonne direction et que les facteurs justifiant l'objectif de la direction visant un pourcentage de marge se situant dans le bas de la fourchette à deux chiffres de façon régulière pour ce secteur demeurent présents.

Le total des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2024 devrait être d'environ 50 millions $ supérieur à celui affiché pour l'exercice précédent, principalement en raison du montant plus élevé des investissements internes relutifs axés sur le marché qui seront consacrés à l'expansion du réseau de formation aéronautique du secteur Civil, au déploiement de simulateurs et à l'impartition de la formation par les clients. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. La Société prévoit affecter une part importante du produit net de la vente de son secteur Santé à la réduction de sa dette. La clôture de l'opération est attendue avant la fin de l'exercice en cours, sous réserve des conditions de clôture, y compris les approbations réglementaires habituelles. La direction garde le cap sur des investissements internes en phase avec la demande des clients, l'intégration et l'accroissement des investissements récents, et le désendettement de son bilan. L'endettement ayant diminué de façon à ce que le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'établisse à un niveau de référence d'environ trois fois (3x), CAE considère actuellement de rétablir les remboursements de capital aux actionnaires après la clôture de l'opération de vente de son secteur Santé. La direction continuera d'accorder la priorité au maintien d'un bon équilibre dans la répartition du capital, notamment en finançant la croissance rentable, en consolidant sa situation financière, et en remboursant du capital aux actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif ajusté moyen sera d'environ 22 % pour le reste de l'exercice.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2024 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre

d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Pour établir ses perspectives pour l'exercice 2024, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2023 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2024

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 14 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité, et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans environ 250 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol, de missions et médicaux de la plus haute fidélité possible et des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions ESG, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, la vente de la division Santé (l'« opération de vente »), les avantages et les répercussions prévus de cette vente sur les plans stratégique et opérationnel et les résultats financiers de CAE, les modalités, les conditions (y compris l'obtention des approbations réglementaires requises) et la réalisation prévue de l'opération de vente, la contrepartie en espèces prévue de l'opération de vente et le calendrier de réalisation, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou à la performance future et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 14 novembre 2023 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposions en date du présent communiqué de presse. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés

de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 14 novembre 2023. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2024 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, la satisfaction de toutes les conditions de clôture de l'opération de vente, notamment l'obtention de toutes les approbations réglementaires requises ainsi que des autres consentements et approbations requis en temps opportun et selon des modalités acceptables pour CAE, notre capacité à achever par ailleurs l'opération de vente dans les délais prévus et selon les coûts prévus, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés à l'opération de vente, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'opération de vente dans les délais prévus (y compris la réception du produit attendu et l'emploi prévu de celui-ci) et l'accomplissement par les autres parties de leurs obligations, ententes et engagements respectifs aux termes des documents liés à l'opération de vente. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent,

les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2023, disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile, Défense et Sécurité, et Santé), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « *Calculs et rapprochements* » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté
Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté
Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté
Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté
Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles
Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise (GRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté
Le RCU est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé. Pour sa part, le RCU ajusté est aussi ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques

importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonuagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le RCU et le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette
La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté
Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. Nous l'utilisons parce qu'il reflète notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance
Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées
Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une prise de commande ajustée est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes ajustées correspond aux produits des activités ordinaires.

Carnet de commandes ajusté
Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;

– Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes
Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE
Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)
Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation
Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Santé		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	**2023**	2022	**2023**	2022	**2023**	2022	**2023**	2022
Résultat opérationnel	**88,4 $**	88,4 $	**9,3 $**	12,1 $	**2,9 $**	1,6 $	**100,6 $**	102,1 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**25,9**	16,0	**12,0**	6,3	**—**	0,3	**37,9**	22,6
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**114,3 $**	104,4 $	**21,3 $**	18,4 $	**2,9 $**	1,9 $	**138,5 $**	124,7 $

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

	Trimestres clos les 30 septembre	
(montants en millions, sauf les montants par action)	**2023**	2022
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**58,4 $**	44,5 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	**29,0**	17,0
Résultat net ajusté	**87,4 $**	61,5 $
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	**319,2**	318,4
RPA ajusté	**0,27 $**	0,19 $

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)	**Trimestres clos les 30 septembre** **2023**	2022
Résultat avant impôt sur le résultat	**52,6 $**	60,8 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**37,9**	22,6
Résultat ajusté avant impôt sur le résultat	**90,5 $**	83,4 $
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**(8,5)**	14,5
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**8,9**	5,6
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	**0,4 $**	20,1 $
Taux d'imposition effectif	**(16) %**	24 %
Taux d'imposition effectif ajusté	**— %**	24 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(montants en millions)	**Trimestres clos les 30 septembre** **2023**	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	**113,1 $**	138,0 $
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	**67,1**	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	**180,2 $**	138,0 $
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	**(22,9)**	(15,0)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	**(7,6)**	(5,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	**0,2**	0,5
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	**(12,9)**	(9,6)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	**10,5**	—
Flux de trésorerie disponibles	**147,5 $**	108,4 $

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)	**Périodes de douze mois closes les 30 septembre** **2023**	2022
Résultat opérationnel	**563,2 $**	300,3 $
Dotation aux amortissements	**361,0**	325,3
BAIIA	**924,2 $**	625,6 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**73,1**	127,3
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	**9,8**	—
Ajustement transitoire lié à l'infonuagique	**—**	13,4
BAIIA ajusté	**1 007,1 $**	766,3 $
Dette nette	**3 184,5 $**	3 194,6 $
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	**3,45**	5,11
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	**3,16**	4,17

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

(montants en millions)	**30 septembre 2023**	31 mars 2023
Utilisation du capital :		
Actifs courants	**2 280,9 $**	2 235,0 $
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	**(181,5)**	(217,6)
Passifs courants	**(2 424,3)**	(2 246,7)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	**424,7**	214,6
Fonds de roulement hors trésorerie	**99,8 $**	(14,7) $
Immobilisations corporelles	**2 445,0**	2 387,1
Immobilisations incorporelles	**4 046,7**	4 050,8
Autres actifs non courants	**1 792,7**	1 763,6
Autres passifs non courants	**(483,8)**	(565,4)
Capital utilisé	**7 900,4 $**	7 621,4 $
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	**424,7**	214,6
Dette à long terme	**2 941,3**	3 035,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	**(181,5)**	(217,6)
Dette nette	**3 184,5 $**	3 032,5 $
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**4 632,9**	4 507,7
Participations ne donnant pas le contrôle	**83,0**	81,2
Capital utilisé	**7 900,4 $**	7 621,4 $

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 9 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

(Non audité)	**Trimestres clos les 30 septembre**		**Semestres clos les 30 septembre**	
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	**2023**	2022	**2023**	2022
Produits des activités ordinaires	**1 088,5 $**	993,2 $	**2 142,9 $**	1 926,5 $
Coût des ventes	**785,4**	719,6	**1 533,9**	1 420,0
Marge brute	**303,1 $**	273,6 $	**609,0 $**	506,5 $
Frais de recherche et de développement	**34,6**	32,2	**73,7**	72,9
Frais de vente, généraux et d'administration	**148,2**	128,0	**287,9**	273,1
Autres (profits) et pertes	**(3,9)**	(3,2)	**(5,3)**	(5,6)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	**(14,3)**	(8,1)	**(30,9)**	(19,5)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**37,9**	22,6	**52,9**	44,1
Résultat opérationnel	**100,6 $**	102,1 $	**230,7 $**	141,5 $
Charges financières – montant net	**48,0**	41,3	**102,1**	77,5
Résultat avant impôt sur le résultat	**52,6 $**	60,8 $	**128,6 $**	64,0 $
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	**(8,5)**	14,5	**(0,3)**	14,0
Résultat net	**61,1 $**	46,3 $	**128,9 $**	50,0 $
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**58,4 $**	44,5 $	**123,7 $**	46,2 $
Participations ne donnant pas le contrôle	**2,7**	1,8	**5,2**	3,8
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	**0,18 $**	0,14 $	**0,39 $**	0,15 $

État consolidé du résultat global

(Non audité)	**Trimestres clos les 30 septembre**		**Semestres clos les 30 septembre**	
(montants en millions de dollars canadiens)	**2023**	2022	**2023**	2022
Résultat net	**61,1 $**	46,3 $	**128,9 $**	50,0 $
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	**71,7 $**	235,6 $	**(26,1) $**	291,9 $
Perte sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	**(29,1)**	(99,7)	**(1,6)**	(143,3)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	**—**	(2,2)	**(0,1)**	(2,4)
Perte sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	**(14,3)**	(13,8)	**(0,9)**	(5,5)
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	**2,5**	(5,1)	**3,1**	(21,0)
Impôt sur le résultat	**3,3**	8,9	**(4,0)**	12,4
	34,1 $	123,7 $	**(29,6) $**	132,1 $
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	**33,4 $**	(15,2) $	**12,0 $**	46,9 $
Impôt sur le résultat	**(8,9)**	4,0	**(3,2)**	(12,5)
	24,5 $	(11,2) $	**8,8 $**	34,4 $
Autres éléments du résultat global	**58,6 $**	112,5 $	**(20,8) $**	166,5 $
Total du résultat global	**119,7 $**	158,8 $	**108,1 $**	216,5 $
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**116,0 $**	154,3 $	**103,2 $**	209,2 $
Participations ne donnant pas le contrôle	**3,7**	4,5	**4,9**	7,3

État consolidé de la situation financière

(Non audité) *(montants en millions de dollars canadiens)*	**30 septembre 2023**	31 mars 2023
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**181,5 $**	217,6 $
Créances clients	**656,9**	615,7
Actifs sur contrat	**650,7**	693,8
Stocks	**655,8**	583,4
Acomptes	**75,8**	64,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	**46,2**	48,3
Actifs financiers dérivés	**14,0**	12,1
Total de l'actif courant	**2 280,9 $**	2 235,0 $
Immobilisations corporelles	**2 445,0**	2 387,1
Actifs au titre des droits d'utilisation	**443,6**	426,9
Immobilisations incorporelles	**4 046,7**	4 050,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	**554,7**	530,7
Actifs au titre des avantages du personnel	**59,1**	51,1
Actifs d'impôt différé	**159,1**	125,1
Actifs financiers dérivés	**6,9**	9,2
Autres actifs non courants	**569,3**	620,6
Total de l'actif	**10 565,3 $**	10 436,5 $
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	**997,5 $**	1 036,7 $
Provisions	**24,4**	26,7
Impôt sur le résultat à payer	**21,9**	21,1
Passifs sur contrat	**932,0**	905,7
Partie courante de la dette à long terme	**424,7**	214,6
Passifs financiers dérivés	**23,8**	41,9
Total du passif courant	**2 424,3 $**	2 246,7 $
Provisions	**18,1**	20,1
Dette à long terme	**2 941,3**	3 035,5
Obligations au titre des redevances	**110,8**	119,4
Obligations au titre des avantages du personnel	**89,9**	91,9
Passifs d'impôt différé	**77,6**	129,3
Passifs financiers dérivés	**10,9**	6,5
Autres passifs non courants	**176,5**	198,2
Total du passif	**5 849,4 $**	5 847,6 $
Capitaux propres		
Capital-actions	**2 251,8 $**	2 243,6 $
Surplus d'apport	**55,9**	42,1
Cumul des autres éléments du résultat global	**137,9**	167,2
Résultats non distribués	**2 187,3**	2 054,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**4 632,9 $**	4 507,7 $
Participations ne donnant pas le contrôle	**83,0**	81,2
Total des capitaux propres	**4 715,9 $**	4 588,9 $
Total du passif et des capitaux propres	**10 565,3 $**	10 436,5 $

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
Semestre clos le 30 septembre 2023	Actions ordinaires			Cumul des autres			Participations	**Total des**
(montants en millions de dollars canadiens,	Nombre	Valeur	Surplus	éléments du	Résultats non		ne donnant	**capitaux**
sauf les nombres d'actions)	d'actions	attribuée	d'apport	résultat global	distribués	Total	pas le contrôle	**propres**
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 $	42,1 $	167,2 $	2 054,8 $	4 507,7 $	81,2 $	**4 588,9 $**
Résultat net	—	— $	— $	— $	123,7 $	123,7 $	5,2 $	**128,9 $**
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(29,3)	8,8	(20,5)	(0,3)	**(20,8)**
Total du résultat global	—	— $	— $	(29,3) $	132,5 $	103,2 $	4,9 $	**108,1 $**
Exercice d'options sur actions	364 268	8,2	(1,3)	—	—	6,9	—	**6,9**
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	15,1	—	—	15,1	—	**15,1**
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(3,1)	**(3,1)**
Soldes au 30 septembre 2023	**318 270 558**	**2 251,8 $**	**55,9 $**	**137,9 $**	**2 187,3 $**	**4 632,9 $**	**83,0 $**	**4 715,9 $**

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
Semestre clos le 30 septembre 2022	Actions ordinaires			Cumul des autres			Participations	Total des
(montants en millions de dollars canadiens,	Nombre	Valeur	Surplus	éléments du	Résultats non		ne donnant	capitaux
sauf les nombres d'actions)	d'actions	attribuée	d'apport	résultat global	distribués	Total	pas le contrôle	propres
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 $	38,6 $	(31,2) $	1 777,6 $	4 009,7 $	76,9 $	4 086,6 $
Résultat net	—	— $	— $	— $	46,2 $	46,2 $	3,8 $	50,0 $
Autres éléments du résultat global	—	—	—	128,6	34,4	163,0	3,5	166,5
Total du résultat global	—	— $	— $	128,6 $	80,6 $	209,2 $	7,3 $	216,5 $
Exercice d'options sur actions	828 352	17,8	(2,5)	—	—	15,3	—	15,3
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	4,1	—	—	4,1	—	4,1
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)
Soldes au 30 septembre 2022	317 852 475	2 242,5 $	40,2 $	97,4 $	1 858,2 $	4 238,3 $	79,2 $	4 317,5 $

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité) *Semestres clos les 30 septembre* *(montants en millions de dollars canadiens)*	**2023**	2022
Activités opérationnelles		
Résultat net	**128,9 $**	50,0 $
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	**183,4**	164,5
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	**(30,9)**	(19,5)
Impôt sur le résultat différé	**(39,2)**	(3,4)
Crédits d'impôt à l'investissement	**(2,3)**	(5,2)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	**15,1**	4,1
Régimes de retraite à prestations définies	**1,1**	7,4
Autres passifs non courants	**(4,8)**	(11,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	**(18,2)**	27,6
Autres	**10,4**	(8,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	**(112,6)**	(230,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	**130,9 $**	(24,6) $
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	**— $**	(6,4) $
Dépenses en immobilisations corporelles	**(152,5)**	(142,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	**3,6**	4,5
Dépenses en immobilisations incorporelles	**(72,3)**	(60,3)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	**(25,6)**	(8,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	**17,1**	6,4
Autres	**(1,3)**	(5,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	**(231,0) $**	(211,8) $
Activités de financement		
(Remboursement net sur les) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	**(279,5) $**	138,3 $
Produit tiré de la dette à long terme	**417,5**	14,9
Remboursement sur la dette à long terme	**(33,5)**	(47,9)
Remboursement sur les obligations locatives	**(44,7)**	(31,7)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	**6,9**	15,3
Autres	**—**	(0,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	**66,7 $**	88,8 $
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**(2,7) $**	4,7 $
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(36,1) $**	(142,9) $
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	**217,6**	346,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	**181,5 $**	203,2 $

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs

Andrew Arnovitz, Vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, +1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias

Samantha Golinski, Vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 514-341-2000, poste 7939
samantha.golinski@cae.com